



Paraît le lundi matin
Published every Monday morning

Abonnements \$4 par an
Subscriptions \$4 a year

Payables d'avance
Payable in advance

MUNICIPAL Gazette MUNICIPALE DE—OF Montreal

Organe officiel de la Corporation de la Ville de Montréal Official organ of the Corporation of the City of Montreal CANADA

Toutes communications se rapportant aux annonces ou aux abonnements devront être adressées tout simplement comme suit:

"LA GAZETTE MUNICIPALE".
Bureau de Poste: 465 ou 42 Place Jacques-Cartier, Montréal.
Toutes communications se rapportant à la rédaction, devront être adressées comme suit:
"LA GAZETTE MUNICIPALE"
Hôtel de Ville, Montréal

(a)

All communications relative to advertisements or subscription should be addressed simply as follows:

"THE MUNICIPAL GAZETTE"
Post Office Box: 465 or 42 Jacques-Cartier Square, Montreal
All communications relative to the editorial part of the paper should be addressed as follows:

"THE MUNICIPAL GAZETTE"
City Hall Montreal.
Telephone Main 4240.

No. 462

REGLEMENT A L'EFFET DE PERMETTRE A LA "CANADIAN NORTHERN MONTREAL TUNNEL AND TERMINAL COMPANY LIMITED" DE CONSTRUIRE UN TUNNEL A UNE CERTAINE PROFONDEUR AU-DESSOUS DE LA RUE CATHCART, A PARTIR DE L'AVENUE DU COLLEGE MCGILL.

(Adopté le 21 octobre 1912)

Attendu que par la loi 2, Georges V, chap. 74, la "Montreal and Terminal Company Limited" a obtenu le droit de construire et mettre en service un tunnel au-dessous du Mont-Royal, dans la Cité de Montréal.

Attendu que certaines restrictions ont été imposées pour la protection des intérêts du public, à savoir que la compagnie ne doit ni construire ni mettre en service aucune de ses entreprises le long ou au-dessus (sauf pour croisement, avec l'approbation de la Commission des chemins de fer pour le Canada) ou à moins de 25 pieds au-dessous de la surface de toute rue, square ou place publique que possède ou contrôle la Cité de Montréal, sans avoir préalablement obtenu le consentement, exprimé par règlement, de la dite Cité;

Attendu que, à raison du niveau de la rue, de sérieuses difficultés se rencontrent dans la construction du tunnel de la rue Cathcart, et attendu qu'il faudra faire une dépression dans le niveau du tunnel ou bien abaisser la station si la Cité insiste pour que la Compagnie se conforme à la disposition sus-mentionnée de la loi;

Attendu que cela ne serait pas dans l'intérêt public, et vu que, en permettant à la Compagnie de réduire graduellement l'espace entre la surface de la rue et le toit du tunnel de 25 pieds à 15 pieds à la rue Cathcart, il n'en résultera aucun inconvénient;

À une assemblée spéciale du Conseil de la Cité de Montréal, tenue dans l'Hôtel de Ville, ce vingt-et-unième jour d'octobre mil neuf cent douze, en la manière et suivant les formalités prescrites dans et par l'acte d'incorporation de ladite Cité, à laquelle assemblée sont présents la majorité des membres de tout le Conseil, savoir: Son Honneur le Maire M. Arsène Lavallée, les échevins L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Prud'homme, Boyd, Garneau, Monahan, Clément, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Emard, Bastien, Turcot, Drummond, Larivière, Morin, Martin, Fraser, Séguin, Giroux, Stroud, Poissant, Blumenthal, Vandelaer, Macdonald, Ménard, Judge.

Il est ordonné et statué par ledit Conseil comme suit:

Section 1.—La "Canadian Northern Montreal Tunnel and Terminal Company Limited" est autorisée à réduire, lors de la construction de son tunnel au dessous du Mont-Royal, l'espace entre la surface de la rue et le toit du tunnel de 25 à 15 pieds à partir de la rue Ste Catherine jusqu'à la rue Cathcart.

Section 2.—L'exhaussement du toit du tunnel commencera à la rue Ste-Catherine, où il devra y avoir un espace

No. 462

BY-LAW TO ALLOW THE CANADIAN NORTHERN MONTREAL TUNNEL AND TERMINAL COMPANY, LIMITED, TO CONSTRUCT A TUNNEL AT A CERTAIN DEPTH UNDER CATHCART STREET, FROM MCGILL COLLEGE AVENUE.

(Adopted 21st October 1912.)

Whereas by the Act 2, Georges V, chap. 74, the Montreal Tunnel and Terminal Company, Lim'ted, has been granted the right to construct and operate a tunnel under Mount Royal, in the City of Montreal;

Whereas certain restrictions have been imposed for the protection of the interests of the public, viz: that the Company shall not construct or operate any of its undertakings along or above, (except for the purposes of crossing, upon approval of the Board of Railway Commissioners of Canada) or within twenty-five feet beneath the surface or any street, square, or public place owned or under the control of the City of Montreal, without first having obtained the consent of the said City expressed by By-Law;

Whereas by reason of the street grade, serious difficulty is encountered in the construction of the tunnel in Cathcart street; and whereas if the City insist upon the Company conforming to the above mentioned provision of the law, it will be necessary to either make a depression in the grade of the tunnel, or lower the station;

Whereas these expedients would not be in the public interest, and in view of the fact that no inconvenience would be occasioned by permitting the Company to gradually reduce the clearance between the street surface and the tunnel roof from 25 to 15 feet at Cathcart street:

At a special meeting of the Council of the City of Montreal held in the City Hall, this twenty-first day of October, one thousand nine hundred and twelve, after the observance of the formalities prescribed in and by the act of incorporation of said City, at which meeting a majority of the members of the whole Council are present, viz: His Worship the Mayor, Arsène Lavallée, Esquire, Aldermen L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Prud'homme, Boyd, Garneau, Monahan, Clément, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Emard, Bastien, Turcot, Drummond, Larivière, Morin, Martin, Fraser, Séguin, Giroux, Stroud, Poissant, Blumenthal, Vandelaer, Macdonald, Ménard, Judge.

It was ordained and enacted by the said Council as follows:

Sect. 1.—The Canadian Northern Montreal Tunnel and Terminal Company, Limited, is authorized, in the construction of its tunnel under Mount-Royal, to reduce the clearance between the surface of the street and the tunnel roof from 25 to 15 feet from St. Catherine Street down to Cathcart Street.

Sect. 2.—The rise of the roof of the tunnel will begin at St. Catherine Street, where the twenty-five feet clearance shall be kept, and the reduction will go on gradually

de 25 pieds, avec réduction graduelle jusqu'à la rue Cathcart, où il devra y avoir un espace de pas moins de 15 pieds entre le toit du tunnel et la surface de la rue.

Section 3.—La compagnie sera seule responsable de tous les dommages ou réclamations légitimes de quelque nature que ce soit qui résulteront légitimement ou que l'on prétendra légitimement avoir résulté de l'exercice du privilège accordé par les présentes et que la Cité pourra être appelée à payer, et dans le cas où une poursuite serait intentée contre la Cité, ou qu'une réclamation lui serait faite à raison de l'exercice du privilège par les présentes accordé par la Cité, ou de l'octroi dudit privilège par la Cité, la Compagnie s'engage et s'oblige à garantir la Cité, à la tenir indemne et à la protéger pleinement contre toute telle poursuite ou réclamation et à l'endemniser complètement de toute telle poursuite, réclamation ou jugement, et elle sera étue et obligée de ce faire.

Section 4.—Le privilège accordé par les présentes s'applique seulement à cette partie de l'avenue du Collège McGill qui part du point où la ligne de la rue Ste-Catherine, du côté sud, coupe l'avenue du Collège McGill et y compris la rue Cathcart, et la Compagnie ne devra pas s'en prévaloir pour creuser à un autre endroit quelconque le long de la ligne du tunnel projeté à moins de 25 pieds de la surface d'aucune rue, square ou parc, sans en avoir obtenu la permission de la Cité comme dans le cas présent.

Section 5.—Le présent règlement sera nul et de nul effet "ipso facto" et ne conférera aucun droit quelconque à ladite Compagnie, à moins que cette dernière ne s'engage à remplir toutes les obligations et conditions qui sont imposées par les présentes et qui seront incorporées dans un acte notarié, qui devra être signé par les parties "ne varietur," dans les deux mois à partir de la date où ledit acte aura été soumis à la Compagnie pour qu'elle y appose son seing.

No. 463

REGLEMENT AMENDANT LE REGLEMENT No. 63 INTITULE "REGLEMENT DE CONSTRUCTION," ADOPTE PAR LE CONSEIL DE LA VILLE DE NOTRE-DAME DE GRACES ANTERIEUREMENT A L'ANNEXION DE LADITE MUNICIPALITE A LA CITE DE MONTREAL, TEL OU'AMENDE PAR LE REGLEMENT No. 417. ADOPTE PAR LE CONSEIL DE VILLE DE MONTREAL Le 30 DECEMBRE 1910, ET PAR LE REGLEMENT No. 445, ADOPTE PAR LE CONSEIL DE VILLE DE MONTREAL LE 8 JANVIER 1912.

(Adopté le 21 octobre 1912.)

A une assemblée spéciale du Conseil de la Cité de Montréal, tenue dans l'Hôtel de Ville, ce vingt-et unième jour d'octobre mil neuf cent douze, en la manière et suivant les formalités prescrites dans et par l'acte d'incorporation de ladite Cité, à laquelle assemblée sont présents la majorité des membres de tout le Conseil, savoir: Son Honneur le Maire, M. Arsène Lavallée, les échevins L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Prud'homme, Boyd, Garceau, Monahan, Clément, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Emard, Bastien, Turcot, Drummond, Larivière, Morin, Martin, Fraser, Séguin, Giroux, Stroud, Poissant, Blumenthal, Vandelac, Macdonald, Ménard, Judge.

Il est ordonné et statué par ledit Conseil comme suit:

—Section 1.—La section 21 dudit règlement No 63 est abrogée et remplacée par la suivante:

Section 21.—Aucune maison à logements, maison à plains-pieds ou maison de rapport (apartment house) ne sera construite dans les limites du territoire mentionné dans la section 16 du présent règlement. Des maisons ne contenant pas moins de deux et pas plus de trois plains pieds pourront, cependant, être construites sur toutes les rues comprises dans le territoire borné au sud-est par la rue St. Jacques; au nord-est par l'avenue Décarie; au nord-ouest par la rue Sherbrooke et au sud-ouest par l'avenue Madison, à l'exception de l'avenue Clifton et de la partie de la rue Sherbrooke située entre l'avenue Oxford et l'avenue Girouard.

to Cathcart Street, at which point there shall be a clearance of not less than 15 feet between the roof of the tunnel and the street surface.

Sect. 3.—The Company alone shall be responsible for any and all lawful damages or claims of whatsoever nature or description that may lawfully arise or may lawfully be alleged to arise from or owing to the exercise of the privilege hereby granted and that may be claimed from or brought against the City, and in the event of any suit or legal proceedings being brought or any claim being made upon the City, owing to or by reason of the exercise of the privilege hereby granted by the City, or by the grant of said privilege by the City, the Company binds and obliges itself and will be bound and obliged to warrant and hold armless and fully protect the City against any and all such proceedings or claims and fully indemnify it against any and all of such claims or proceedings or judgments.

Sec. 4.—The privilege granted by the present by-law applies only to that part of McGill College Avenue extending from the point where the line of St. Catherine Street, on the south side, intersects McGill College Avenue and including Cathcart Street, and is not to be used as a reason or ground for coming at any other point along the line of the proposed tunnel within 25 feet of the surface of any street, square or park without similar permission obtained from the City.

Sect. 5.—The present by law shall be null and void "ipso facto" and shall not confer any right whatsoever upon the said Company, unless the latter agree to comply with all the obligations, terms and conditions hereby imposed, and which will be embodied in a notarial deed, to be signed by the parties "ne varietur", within the two months following the submission of such deed to the Company for execution.

No. 463

BY-LAW TO AMEND BY-LAW No. 63, ENTITLED "BUILDING BY-LAW". ADOPTED BY THE COUNCIL OF THE TOWN OF NOTRE-DAME DE GRACES PREVIOUS TO THE ANNEXATION OF SAID MUNICIPALITY TO THE CITY OF MONTREAL, AS AMENDED BY-LAW No. 417, ADOPTED BY THE CITY COUNCIL OF MONTREAL ON THE 30th DECEMBER 1910, AND BY BY-LAW No. 445, ADOPTED BY THE CITY COUNCIL OF MONTREAL ON THE 8th JANUARY 1912.

(Adopted 21st October, 1912)

At a special meeting of the Council of the City of Montreal held in the City Hall, this twenty-first day of October, one thousand nine hundred and twelve, after the observance of the formalities prescribed in and by the act of incorporation of said City, at which meeting a majority of the members of the whole Council are present, viz: His Worship the Mayor, Arsène Lavallée, Esquire, Aldermen L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Prud'homme, Boyd, Garceau, Monahan, Clément, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Emard, Bastien, Turcot, Drummond, Larivière, Morin, Martin, Fraser, Séguin, Giroux, Stroud, Poissant, Blumenthal, Vandelac, Macdonald, Ménard, Judge.

It was ordained and enacted by the Council as follows:

Sect. 1.—Section 21 of said by-law No. 63 is repealed and replaced by the following:

"Section 21.—No tenements flats or apartments houses shall be erected within the territory mentioned in section 16 of this by-law. Nevertheless, houses containing not less than two and not more than three flats may be erected on all the streets included in the territory bounded on the south-east by St. James street; on the north-east by Décarie avenue; on the north-west by Sherbrooke St., and on the south-west by Madison avenue, except Clifton avenue and that portion of Sherbrooke street between Oxford and Girouard avenues.

Des maisons à plains pieds de pas moins et de pas plus de trois étages pourront être construites: (a) sur l'avenue Avonmore, à partir de l'avenue Clanranald jusqu'à la voie du chemin de fer du Parc et de l'Île de Montréal; (b) sur l'avenue Isabelle, à partir de l'avenue Macdonald jusqu'à une distance de 210 pieds au nord de l'avenue Clanranald; (c) sur l'avenue de Lévis, à partir de l'avenue Macdonald jusqu'à l'avenue Coolbrooke; (d) sur la rue Bourret, à partir de l'avenue Macdonald jusqu'à "avenue Coolbrooke"; (e) sur les deux côtés de l'avenue Prud'homme, à partir de la rue St. Jacques jusqu'au chemin de la Côte St. Antoine, à l'exception des lots faisant face dit chemin de la Côte St. Antoine ou y aboutissant".

Section 2.—Nonobstant toutes dispositions à ce contraires, des magasins ou établissements commerciaux pourront être construits, établis et maintenus sur l'avenue Décarie, entre la rue St. Jacques et le côté sud-est du chemin de la Reine Marie.

Section 3.* La section 32 dudit règlement No. 63 est abrogée et remplacée par la suivante:

"Section 32.—Les dispositions du règlement No. 260 de la Cité de Montréal et ses amendements s'appliqueront à cette partie du territoire du quartier Notre Dame de Grâces bornée au sud-est par le canal Lachine, au nord-est par le chemin de la Côte St-Paul, au nord-ouest par le chemin de Lachine et au sud-ouest par la ligne de démarcation entre les lots du cadastre No. 176 et No. 177 de la paroisse de Montréal et le prolongement de telle ligne de démarcation jusqu'au canal Lachine."

Section 4.—Les dispositions du règlement No. 63 de la ci-devant Ville de Notre Dame de Grâces s'appliqueront à cette partie du village de la Côte St-Luc portant les Nos. 70, 71, 143, 148, 152a, 154 et 164 du cadastre de la paroisse de Montréal, qui a été annexée à la Cité de Montréal et incorporée au quartier Notre-Dame de Grâces, en vertu de la loi 2 Georges V, Chap. 56, art. 1.

Section 5.—La section 10 dudit règlement No. 63, telle que remplacée par la section 1 du règlement No. 417, adopté par le Conseil de la Cité de Montréal le 30 décembre 1910, et telle qu'amendée par la section 1 du règlement No. 445, adopté par le Conseil de la Cité de Montréal le 8 janvier 1912, est de nouveau remplacée par la suivante:

"Section 10.—Toute cette partie du territoire de cette municipalité maintenant connue et désignée sous le nom de quartier Notre-Dame de Grâces, située au nord de la rue St-Jacques, est par les présentes réservée comme quartier résidentiel, où ne devront être érigées que des résidences privées, et il est défendu d'y construire ou établir aucune usine ou manufacture, boutique, abattoir, entrepôt, enclos de bois ou de charbon, champ de courses, écurie de louage ou écurie publique, savonnerie, tannerie, entrepôt d'huile ou des substances combustibles ou explosibles ou tout autre établissement de nature à incommoder le voisinage par le bruit, la fumée ou les mauvaises odeurs, mais sur une lisière de terrain de 200 pieds de largeur de chaque côté et tout le long de la voie du chemin de fer du Pacifique Canadien à partir de l'avenue Décarie jusqu'à l'avenue Madison, il sera permis de construire, d'établir et de maintenir des entrepôts, des magasins ou maisons de commerce, des clos de bois et de charbon ou des cours pour l'emmagasinage de matériaux de construction, mais seulement après avoir obtenu un permis spécial du Bureau des Commissaires et du Conseil de Ville."

"Il sera aussi permis de construire, d'établir et de maintenir des magasins ou maisons de commerce sur la rue St-Jacques, entre l'avenue Décarie et l'avenue Chapleau, y compris les coins de ces rues, ainsi que sur la rue Sherbrooke, entre la Cité de Westmount et les limites ouest dudit quartier, à l'exception cependant, de cette partie de ladite rue Sherbrooke comprise entre les avenues Chapleau et Oxford."

Section 6.—Toute personne qui contreviendra à quelqu'une des dispositions du règlement No. 63, intitulé "Règlement de construction", adopté par le Conseil de la Ville de Notre Dame de Grâces antérieurement à l'annexion de ladite municipalité à la Cité de Montréal, ou à quelqu'une des dispositions des règlements Nos 417 et 445, amendant

Houses containing flats and not less and not more than three storeys high may be erected; (a) on Avonmore avenue, from Clanranald avenue to the right of way of the Montreal Park and Island Railway; (b) on Isabella avenue, from Macdonald avenue to 210 feet north of Clanranald avenue; (c) on de Levis avenue, from Macdonald avenue to Coolbrooke avenue; (d) on Bourret street from Macdonald avenue to Coolbrooke avenue; (e) on both sides of Prud'homme avenue, from St. James street to Côte St. Antoine Road, with the execution of the lots fronting or abutting on said Côte St. Antoine Road".

Sect. 2.—Notwithstanding any contrary provisions, it shall be lawful to erect, establish and maintain stores or commercial establishments on Decarie Avenue, between St. James street and the south-east side of Queen of Mary Road.

Sect. 3.—Section 32 of said by-law No. 63 is repealed and replaced by the following:

"Section 32.—The provisions of by-law No. 260 of the City of Montreal and its amendments shall apply to that portion of the territory of Notre Dame de Grâces ward bounded on the south-east by the Lachine Canal, on the north east by Côte St Paul Road, on the north-west by the Lachine Road and on the south-west by the dividing line between cadastral lots Nos. 176 and No. 177 of the Parish of Montreal and the extension of such dividing line to the Lachine Canal."

Sect. 4.—The provisions of by-law No. 63 of the former Town of Notre Dame de Grâces shall apply to that part of the Village of Côte St. Luc bearing Nos. 70, 71, 143, 148, 152a, 154 and 164 of the Cadastre of the Parish of Montreal, which has been annexed to the City of Montreal as a part of Notre Dame de Grâces Ward, in virtue of the Act 2, Georges V, Chapter 56, Art. 1.

Sect. 5.—Section 10 of said by-law No. 63, as replaced by section 1 of by-law No. 445, adopted by the City Council of Montreal on the 30th December 1910, and as amended by section 1 of by-law No. 445, adopted by the City Council of Montreal on the 8th January 1912, is again replaced by the following:

"Section 10.—The whole of that portion of the territory of such municipality now known and designated as "Notre-Dame de Grâces ward", situated to the north of St. James street, is hereby reserved as a residential district or for the erection of private residences, and it is forbidden to erect or establish therein any works or factory, shop, abattoir, warehouse, wood or coal yard, race-course, livery stable or public stable, soap factory, foundry, tannery, warehouse for the storage of oils or of combustible or explosive substances, or any other establishment such as might inconvenience the persons residing in the vicinity by the noise, smoke or bad odors, but upon a strip of land 200 feet wide on each side of and all along the Canadian Pacific Railway track, from Decarie avenue to Madison avenue, it shall be lawful to erect, establish and maintain warehouses, stores or business establishments, wood and coal yards or yards for the storage of building material, but only on a special permit from the Board of Commissioners and the City Council.

"It shall also be lawful to erect, establish and maintain stores or commercial establishments on St. James St., between Decarie avenue and Chapleau avenue, including the corners of such streets, as well as on Sherbrooke Street, between the City of Westmount and the western limits of said ward, with the exception, however, of that portion of said Sherbrooke street comprised between Chapleau and Oxford Avenues."

Sect. 6.—Every person offending against any of the provisions of by-law No. 63, entitled "Building By-Law", adopted by the Council of the Town of Notre Dame de Grâces, previous to the annexation of said Municipality to the City of Montreal, or against any of the provisions of by-laws Nos. 417 and 445, amending said by-law No. 63, adopted by the City Council of Montreal, the first, on the 30th of December 1910 and the second, on the 8th January 1912, or against any of the provisions of the present by-law, shall be liable to a fine, with or without costs, and, in default of immediate payment of said fine with or without costs, as the case may be, to an imprisonment, the amount of said fine and

ledit règlement No. 63, adoptés par le Conseil de Ville de Montréal, le premier, le 30 décembre 1910 et le second le 8 janvier 1912, ou à quelqu'une des dispositions du présent règlement, sera possible d'une amende avec ou sans frais et à défaut du paiement immédiat de ladite amende avec ou sans frais, selon le cas, d'un emprisonnement, le montant de ladite amende et le terme d'emprisonnement à être fixés par la Cour du Recorder de la Cité de Montréal à sa discrétion; mais ladite amende ne dépassera pas quarante dollars et l'emprisonnement n'excédera pas deux mois de calendrier, ledit emprisonnement, cependant, devant cesser en tout temps avant l'expiration du terme fixé par ladite Cour du Recorder sur paiement de ladite amende ou de ladite amende et des frais, selon le cas; et si l'infraction est réitérée, cette récidive constituera jour par jour, après sommation ou arrestation, une offense séparée.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée mensuelle du 14 octobre 1912.

Son Honneur le Maire, L. A. Lavallée occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Prud'homme, Boyd, Garceau, Monahan, Clément, Tétreau, Letourneau, Mayrand, Emard, Bastien, Turcot, Drummond, Poissant, Blumenthal, Vandelac, Macdonald, Ménard, Judge et MM. Ainey, Dupuis, Godfrey et Lachapelle, Commissaires.

REQUETES.

1.—De la Compagnie du Chemin de fer Pacifique Canadien "re" services des trains entre Montréal et Bordeaux.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que ledit document soit déposé aux archives et que copie en soit transmise à M l'échevin Ménard.

2.—Avis de la Commission des chemins de fer du Canada concernant l'audition de certaines causes le 15 novembre 1912.

Renvoyée au Bureau des Commissaires et au Département en Loi.

3.—Du Département en Loi demandant d'être autorisé à confesser jugement dans la cause de Léon Galipeau vs la Cité de Montréal.

Renvoyée au Bureau des Commissaires.

4.—Interrogations sur faits et articles dans la cause portant le No. 4,500 de la Cour Supérieur de Montréal, dans laquelle Gaspard Guillemette est demandeur et la Cité de Montréal, défenderesse

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité reçoive instructions de répondre comme suit auxdits interrogatoires:

Au 1er interrogatoire—Oui.

Au 2ième interrogatoire—Elle l'ignore.

Au 3ième interrogatoire—Non.

Au 4ième interrogatoire—Non.

Au 5ième interrogatoire—Non.

Au 6ième interrogatoire—Non.

Au 7ième interrogatoire—Non.

Au 8ième interrogatoire—Non.

Au 9ième interrogatoire—Non.

Au 10ième interrogatoire—Non.

Au 11ième interrogatoire—Non.

Au 12ième interrogatoire—Non.

Au 13ième interrogatoire—Non.

Au 14ième interrogatoire—Non.

Au 15ième interrogatoire—Non.

Au 16ième interrogatoire—Non.

the term of imprisonment to be fixed by the Recorder's Court of the City of Montreal at its discretion, but such fine shall not exceed forty dollars, and the imprisonment shall not be for a longer period than two calendar months; the said imprisonment, however, to cease at any time before the expiration of the term fixed by the said Recorder's Court upon payment of the said fine, or fine and costs, as the case may be, and if the infraction is repeated, such repetition shall, day by day, constitute, upon summons or arrest, a separate offence.

CITY COUNCIL

Report of monthly meeting held on the 14th October 1912

His Worship the Mayor Mr L. A. Lavallée, in the chair.

Present: Aldermen L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Prud'homme, Boyd, Garceau, Monahan, Clément, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Emard, Bastien, Turcot, Drummond, Larivière, Morin, Martin, Fraser, Séguin, Giroux, Stroud, Poissant Blumenthal, Vandelac, Macdonald, Wénard, Judge and Messrs Ainey, Dupuis, Godfrey and Lachapelle, Commissioners.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

PETITIONS.

1.—Canadian Pacific Ry "re" train service to and from Bordeaux ward.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved: That said document be filed of record and that a copy of same be transmitted to Ald. Ménard.

2.—Notice from the Board of Railway Commissioners for Canada concerning the hearing of certain cases of the 15th of November 1912.

Referred to the Board of Commissioners and Law Department.

3.—Law Deartment asking to be authorized to confess judgment in a cases of Léon Galieu vs the City of Montreal.

Referred to the Board of Commissioners.

4.—Interrogatories on faits et articles in a case bearing No. 4500 of the Superior Court of Montreal, in which Gaspard Guillemette is plaintiff, and the City of Montreal, defendant.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved:That the City Clerk be instructed to answer as follows to said interrogatories:

To the 1st interrogatory—Yes.

To the 2nd interrogatory—It is not aware of that.

To the 3rd interrogatory—No.

To the 4th interrogatory—No.

To the 5th interrogatory—No.

To the 6th interrogatory—No.

To the 7th interrogatory—No.

To the 8th interrogatory—No.

To the 9th interrogatory—No.

To the 10th interrogatory—No.

To the 11th interrogatory—No.

To the 12th interrogatory—No.

To the 13th interrogatory—No.

To the 14th interrogatory—No.

To the 15th interrogatory—No.

To the 16th interrogatory—No.

5.—Interrogatoires sur faits et articles dans une cause portant le No. 404 de la Cour Supérieure de la Cité de Montréal, dans laquelle Joseph Guernon et al sont demandeurs et la Cité de Montréal défenderesse.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité reçoive instructions de répondre comme suit auxdits interrogatoires:

Au 1er interrogatoire—Oui.

Au 2ième interrogatoire—Elle l'ignore.

Au 3ième interrogatoire—Non.

Au 4ième interrogatoire—Non.

Au 5ième interrogatoire—Non.

Au 6ième interrogatoire—Non.

Au 7ième interrogatoire—Non.

Au 8ième interrogatoire—Non.

Au 9ième interrogatoire—Non.

Au 10ième interrogatoire—Non.

Au 11ième interrogatoire—Non.

Au 12ième interrogatoire—Non.

Au 13ième interrogatoire—Non.

Au 14ième interrogatoire—Non.

Au 15ième interrogatoire—Non.

6.—Interrogatoires sur faits et articles dans une cause portant le No. 2228 de la Cour Supérieure de Montréal, dans laquelle Madame Anna Gravel "et vir" sont demandeurs et la Cité de Montréal défenderesse.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité reçoive instructions de répondre comme suit auxdits interrogatoires:

Au 1er interrogatoire—Oui.

Au 2ième interrogatoire—Elle l'ignore.

Au 3ième interrogatoire—Non.

Au 4ième interrogatoire—Non.

Au 5ième interrogatoire—Non.

Au 6ième interrogatoire—Non.

Au 7ième interrogatoire—Non.

Au 8ième interrogatoire—Non.

Au 9ième interrogatoire—Non.

Au 10ième interrogatoire—Non.

Au 11ième interrogatoire—Non.

Au 12ième interrogatoire—Non.

Au 13ième interrogatoire—Non.

Au 14ième interrogatoire—Non.

Au 15ième interrogatoire—Non.

7.—Interrogatoires sur faits et articles dans une cause portant le No. 1147 de la Cour Supérieure de Montréal, dans laquelle Nicolas Granato est demandeur et la Cité de Montréal défenderesse.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité reçoive instructions de répondre comme suit auxdits interrogatoires:

Au 1er interrogatoire—Oui.

Au 2ième interrogatoire—Elle l'ignore.

Au 3ième interrogatoire—Non.

Au 4ième interrogatoire—Non.

Au 5ième interrogatoire—Non.

Au 6ième interrogatoire—Non.

Au 7ième interrogatoire—Non.

Au 8ième interrogatoire—Non.

Au 9ième interrogatoire—Non.

Au 10ième interrogatoire—Non.

Au 11ième interrogatoire—Non.

Au 12ième interrogatoire—Non.

Au 13ième interrogatoire—Non.

Au 14ième interrogatoire—Non.

Au 15ième interrogatoire—Non.

8.—Interrogatoires sur faits et articles dans une cause portant le No. 2225 de la Cour Supérieure de Montréal, dans laquelle Salvatore Lucente est demandeur et la Cité de Montréal défenderesse.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité reçoive instructions de répondre comme suit auxdits interrogatoires:

5.—Interrogatoires on faits et articles in case bearing No. 404, of the Superior Court of the City of Montreal, in which Joseph Guernon et al are plaintiffs and the City of Montreal defendant;

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved:That the City Clerk be instructed to answer as follows to said interrogatories:

To the 1st interrogatory—Yes.

To the 2nd interrogatory—It is not aware of that.

To the 3rd interrogatory—No.

To the 4th interrogatory—No.

To the 5th interrogatory—No.

To the 6th interrogatory—No.

To the 7th interrogatory—No.

To the 8th interrogatory—No.

To the 9th interrogatory—No.

To the 10th interrogatory—No.

To the 11th interrogatory—No.

To the 12th interrogatory—No.

To the 13th interrogatory—No.

To the 14th interrogatory—No.

To the 15th interrogatory—No.

6.—Interrogatories on faits et articles in case bearing No. 2228 of the Superior Court of Montreal, in which Mrs Anna Gravel et vir are plaintiffs, and the City of Montreal defendant.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved:That the City Clerk be instructed to answer as follows to said interrogatories:

To the 1st interrogatory—Yes.

To the 2nd interrogatory—It is not aware of that.

To the 3rd interrogatory—No.

To the 4th interrogatory—No.

To the 5th interrogatory—No.

To the 6th interrogatory—No.

To the 7th interrogatory—No.

To the 8th interrogatory—No.

To the 9th interrogatory—No.

To the 10th interrogatory—No.

To the 11th interrogatory—No.

To the 12th interrogatory—No.

To the 13th interrogatory—No.

To the 14th interrogatory—No.

To the 15th interrogatory—No.

7.—Interrogatories on faits et articles in a case bearing No. 1147 of the Superior Court of Montreal, in which Nicolas Granato is plaintiff, and the City of Montreal, defendant:

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved:That the City Clerk be instructed to answer

Resolved: That the City Clerk be instructed to answer

To the 1st interrogatory—Yes.

To the 2nd interrogatory—It is not aware of that.

To the 3rd interrogatory—No.

To the 4th interrogatory—No.

To the 5th interrogatory—No.

To the 6th interrogatory—No.

To the 7th interrogatory—No.

To the 8th interrogatory—No.

To the 9th interrogatory—No.

To the 10th interrogatory—No.

To the 11th interrogatory—No.

To the 12th interrogatory—No.

To the 13th interrogatory—No.

To the 14th interrogatory—No.

To the 15th interrogatory—No.

8.—Interrogatories on faits et articles in case bearing No. 2225 of the Superior Court of Montreal, in which Salvatore Lucente is plaintiff, and the City of Montreal, defendant.

Au 1er interrogatoire—Oui.

Au 2ème interrogatoire—Elle l'ignore.

Au 3ième interrogatoire—Non.

Au 4ième interrogatoire—Non.

Au 5ième interrogatoire—Non.

Au 6ième interrogatoire—Non.

Au 7ième interrogatoire—Non.

Au 8ième interrogatoire—Non.

Au 9ième interrogatoire—Non.

Au 10ième interrogatoire—Non.

Au 11ième interrogatoire—Non.

Au 12ième interrogatoire—Non.

Au 13ième interrogatoire—Non.

*Au 14ième interrogatoire—Non.

Au 15ième interrogatoire—Non.

9.—Interrogatoires sur faits et articles dans une cause portant le No. 1152 de la Cour Supérieure de Montréal, dans laquelle Pasqnale d'Ambroisio & al sont demandeurs et la Cité de Montréal défenderesse:

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité reçoive instructions de répondre comme suit auxdits interrogatoires:

Au 1er interrogatoire—Oui.

Au 2ème interrogatoire—Elle l'ignore.

Au 3ième interrogatoire—Non.

Au 4ième interrogatoire—Non.

Au 5ième interrogatoire—Non.

Au 6ième interrogatoire—Non.

Au 7ième interrogatoire—Non.

Au 8ième interrogatoire—Non.

Au 9ième interrogatoire—Non.

Au 10ième interrogatoire—Non.

Au 11ième interrogatoire—Non.

Au 12ième interrogatoire—Non.

Au 13ième interrogatoire—Non.

Au 14ième interrogatoire—Non.

Au 15ième interrogatoire—Non.

10.—Interrogatoires sur faits et articles dans une cause portant le No. 3557 de la Cour Supérieure de Montréal, dans laquelle Bernadin de Francesco est demandeur et la Cité de Montréal défenderesse:

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité reçoive instructions de répondre comme suit auxdits interrogatoires:

Au 1er interrogatoire—Oui.

Au 2ème interrogatoire—Elle l'ignore.

Au 3ième interrogatoire—Non.

Au 4ième interrogatoire—Non.

Au 5ième interrogatoire—Non.

Au 6ième interrogatoire—Non.

Au 7ième interrogatoire—Non.

Au 8ième interrogatoire—Non.

Au 9ième interrogatoire—Non.

Au 10ième interrogatoire—Non.

Au 11ième interrogatoire—Non.

Au 12ième interrogatoire—Non.

Au 13ième interrogatoire—Non.

Au 14ième interrogatoire—Non.

Au 15ième interrogatoire—Non.

11.—Interrogatoires sur faits et articles dans une cause portant le No. 2603 de la Cour Supérieure de Montréal, dans laquelle Angélina Tremblay & vir sont demandeurs et la Cité de Montréal, défenderesse:

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité reçoive instructions de répondre comme suit auxdits interrogatoires:

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved:That the City Clerk be instructed to answer as follows to said interrogatories:

To the 1st interrogatory—Yes.

To the 2nd interrogatory—It is not aware of that.

To the 3rd interrogatory—No.

To the 4th interrogatory—No.

To the 5th interrogatory—No.

To the 6th interrogatory—No.

To the 7th interrogatory—No.

To the 8th interrogatory—No.

To the 9th interrogatory—No.

To the 10th interrogatory—No.

To the 11th interrogatory—No.

To the 12th interrogatory—No.

To the 13th interrogatory—No.

To the 14th interrogatory—No.

To the 15th interrogatory—No.

9.—Interrogaries on faits et articles in a case bearing No. 1152 of the Superior Court of Montreal, in which Pasqnale d'Ambrosio, et al are plaintiffs, and the City of Montreal, defendant.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved:That the City Clerk be instructed to answer as follows to said interrogatories:

To the 1st interrogatory—Yes.

To the 2nd interrogatory—It is not aware of that.

To the 3rd interrogatory—No.

To the 4th interrogatory—No.

To the 5th interrogatory—No.

To the 6th interrogatory—No.

To the 7th interrogatory—No.

To the 8th interrogatory—No.

To the 9th interrogatory—No.

To the 10th interrogatory—No.

To the 11th interrogatory—No.

To the 12th interrogatory—No.

To the 13th interrogatory—No.

To the 14th interrogatory—No.

To the 15th interrogatory—No.

10.—Interrogatories on faits et articles in a case bearing No. 3557 of the Superior Court of Montreal, in which Bernardin de Francesco is plaintiff and the City of Montreal, defendant:

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved:That the City Clerk be instructed to answer as follows to said interrogatories:

To the 1st interrogatory—Yes.

To the 2nd interrogatory—It is not aware of that.

To the 3rd interrogatory—No.

To the 4th interrogatory—No.

To the 5th interrogatory—No.

To the 6th interrogatory—No.

To the 7th interrogatory—No.

To the 8th interrogatory—No.

To the 9th interrogatory—No.

To the 10th interrogatory—No.

To the 11th interrogatory—No.

To the 12th interrogatory—No.

To the 13th interrogatory—No.

To the 14th interrogatory—No.

To the 15th interrogatory—No.

11.—Interrogatories on faits et articles in a case bearing No. 2603 of the Superior Court of Montreal, in which Angelina Tremblay & vir are plaintiffs and the City of Montreal, defendant:

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Au 1er interrogatoire—Oui.
 Au 2ième interrogatoire—Elle l'ignore.
 Au 3ième interrogatoire—Non.
 Au 4ième interrogatoire—Non.
 Au 5ième interrogatoire—Non.
 Au 6ième interrogatoire—Non.
 Au 7ième interrogatoire—Non.
 Au 8ième interrogatoire—Non.
 Au 9ième interrogatoire—Non.
 Au 10ième interrogatoire—Non.
 Au 11ième interrogatoire—Non.
 Au 12ième interrogatoire—Non.
 Au 13ième interrogatoire—Non.
 Au 14ième interrogatoire—Non.

12.—Interrogatories on faits et articles in a case bearing No. 402 de la Cour Supérieure de Montréal, dans laquelle Dominico Chelsea est demandeur et la Cité de Montréal défenderesse.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité reçoive instructions de répondre comme suit auxdits interrogatoires:

Au 1er interrogatoire—Oui.
 Au 2ième interrogatoire—Elle l'ignore.
 Au 3ième interrogatoire—Non.
 Au 4ième interrogatoire—Non.
 Au 5ième interrogatoire—Non.
 Au 6ième interrogatoire—Non.
 Au 7ième interrogatoire—Non.
 Au 8ième interrogatoire—Non.
 Au 9ième interrogatoire—Non.
 Au 10ième interrogatoire—Non.
 Au 11ième interrogatoire—Non.
 Au 12ième interrogatoire—Non.
 Au 13ième interrogatoire—Non.
 Au 14ième interrogatoire—Non.
 Au 15ième interrogatoire—Non.

13.—Interrogatories sur faits et articles dans une cause portant le No. 1149 de la Cour Supérieure de Montréal, dans laquelle Nicola Chesery est demandeur et la Cité de Montréal défenderesse.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité reçoive instructions de répondre comme suit auxdits interrogatoires:

Au 1er interrogatoire—Oui.
 Au 2ième interrogatoire—Elle l'ignore.
 Au 3ième interrogatoire—Non.
 Au 4ième interrogatoire—Non.
 Au 5ième interrogatoire—Non.
 Au 6ième interrogatoire—Non.
 Au 7ième interrogatoire—Non.
 Au 8ième interrogatoire—Non.
 Au 9ième interrogatoire—Non.
 Au 10ième interrogatoire—Non.
 Au 11ième interrogatoire—Non.
 Au 12ième interrogatoire—Non.
 Au 13ième interrogatoire—Non.
 Au 14ième interrogatoire—Non.
 Au 15ième interrogatoire—Non.

14.—Interrogatories sur faits et articles dans une cause portant le No. 1153 de la Cour Supérieure de Montréal, dans laquelle Joseph Hevey, Sr et Jr sont demandeurs et la Cité de Montréal, défenderesse.,

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité reçoive instructions de répondre comme suit auxdits interrogatoires:

Au 1er interrogatoire—Oui.

Resolved:That the City Clerk be instructed to answer as follows to said interrogatories:

To the 1st interrogatory—Yes.
 To the 2nd interrogatory—It is not aware of that.
 To the 3rd interrogatory—No.
 To the 4th interrogatory—No.
 To the 5th interrogatory—No.
 To the 6th interrogatory—No.
 To the 7th interrogatory—No.
 To the 8th interrogatory—No.
 To the 9th interrogatory—No.
 To the 10th interrogatory—No.
 To the 11th interrogatory—No.
 To the 12th interrogatory—No.
 To the 13th interrogatory—No.
 To the 14th interrogatory—No.

12.—Interrogatories on faits et articles in a case bearing No. 402 of the Superior Court of Montreal in which Dominico Chelsea is plaintiff and the City of Montreal, defendant:

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved:That the City Clerk be instructed to answer as follows to said interrogatories:

To the 1st interrogatory—Yes.
 To the 2nd interrogatory—It is not aware of that.
 To the 3rd interrogatory—No.
 To the 4th interrogatory—No.
 To the 5th interrogatory—No.
 To the 6th interrogatory—No.
 To the 7th interrogatory—No.
 To the 8th interrogatory—No.
 To the 9th interrogatory—No.
 To the 10th interrogatory—No.
 To the 11th interrogatory—No.
 To the 12th interrogatory—No.
 To the 13th interrogatory—No.
 To the 14th interrogatory—No.
 To the 15th interrogatory—No.

13.—Interrogatories on faits et articles in a case bearing No. 1149 of the Superior Court of Montreal, in which Nicola Chesery is plaintiff and the City of Montreal, defendant:

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved:That the City Clerk be instructed to answer as follows to said interrogatories:

To the 1st interrogatory—Yes.
 To the 2nd interrogatory—It is not aware of that.
 To the 3rd interrogatory—No.
 To the 4th interrogatory—No.
 To the 5th interrogatory—No.
 To the 6th interrogatory—No.
 To the 7th interrogatory—No.
 To the 8th interrogatory—No.
 To the 9th interrogatory—No.
 To the 10th interrogatory—No.
 To the 11th interrogatory—No.
 To the 12th interrogatory—No.
 To the 13th interrogatory—No.
 To the 14th interrogatory—No.
 To the 15th interrogatory—No.
 —To the 16th interrogatory—No.
 To the 17th interrogatory—No.

14.—Interrogatories on faits et articles in a case bearing No. 1153 of the Superior Court of Montreal, in which Joseph Hevey, Sr. and Jr. are plaintiffs and the City of Montreal defendant:

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved:That the City Clerk be instructed to answer as follows to said interrogatories:

Au 2ième interrogatoire—Elle l'ignore.

Au 3ième interrogatoire—Non.

Au 4ième interrogatoire—Non.

Au 5ième interrogatoire—Non.

Au 6ième interrogatoire—Non.

Au 7ième interrogatoire—Non.

Au 8ième interrogatoire—Non.

Au 9ième interrogatoire—Non.

Au 10ième interrogatoire—Non.

Au 11ième interrogatoire—Non.

Au 12ième interrogatoire—Non.

Au 13ième interrogatoire—Non.

Au 14ième interrogatoire—Non.

Au 15ième interrogatoire—Non.

Au 16ième interrogatoire—Non.

Au 17ième interrogatoire—Non.

15.—Interrogatoires sur faits et articles dans une cause portant le No. 2226 de la Cour Supérieure de Montréal, dans laquelle Alexandre Corbo est demandeur et la Cité de Montréal défenderesse.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité reçoive instructions de répondre comme suit auxdits interrogatoires:

Au 1er interrogatoire—Oui

Au 2ème interrogatoire—Elle l'ignore.

Au 3ième interrogatoire—Non.

Au 4ième interrogatoire—Non.

Au 5ième interrogatoire—Non.

Au 6ième interrogatoire—Non.

Au 7ième interrogatoire—Non.

Au 8ième interrogatoire—Non.

Au 9ième interrogatoire—Non.

Au 10ième interrogatoire—Non.

Au 11ième interrogatoire—Non.

Au 12ième interrogatoire—Non.

16.—Interrogatoires sur faits et articles dans une cause portant le No. 406 de la Cour Supérieure de Montréal, dans laquelle Mary Thérien et vir sont demandeurs et la Cité de Montréal défenderesse.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité reçoive instructions de répondre comme suit auxdits interrogatoires:

Au 1er interrogatoire—Oui

Au 2ème interrogatoire—Elle l'ignore.

Au 3ième interrogatoire—Non.

Au 4ième interrogatoire—Non.

Au 5ième interrogatoire—Non.

Au 6ième interrogatoire—Non.

Au 7ième interrogatoire—Non.

Au 8ième interrogatoire—Non.

Au 9ième interrogatoire—Non.

Au 10ième interrogatoire—Non.

Au 11ième interrogatoire—Non.

Au 12ième interrogatoire—Non.

Au 13ième interrogatoire—Non.

Au 14ième interrogatoire—Non.

Au 15ième interrogatoire—Non.

Au 16ième interrogatoire—Non.

Au 17ième interrogatoire—Non.

17.—Interrogatoires sur faits et artocles dans une cause portant le No. 3602 de la Cour Supérieure de Montréal, dans laquelle M. Z. Moise et al sont demandeurs et la Cité de Montréal, défenderesse.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité reçoive instructions de répondre comme suit auxdits interrogatoires:

Au 1er interrogatoire—Oui.

To the 1st interrogatory—Yes.

To the 2nd interrogatory—It is not aware of that.

To the 3rd interrogatory—No.

To the 4th interrogatory—No.

To the 5th interrogatory—No.

To the 6th interrogatory—No.

To the 7th interrogatory—No.

To the 8th interrogatory—No.

To the 9th interrogatory—No.

To the 10th interrogatory—No.

To the 11th interrogatory—No.

To the 12th interrogatory—No.

To the 13th interrogatory—No.

To the 14th interrogatory—No.

To the 15th interrogatory—No.

To the 16th interrogatory—No.

To the 17th interrogatory—No.

15.—Interrogatories on faits et articles in a case bearing No. 2226 of the Superior Court of Montreal, in which Alexandre Corbo is plaintiff and the City of Montreal, defendant:

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved: That the City Clerk be instructed to answer as follows to said interrogatories:

To the 1st interrogatory—Yes.

To the 2nd interrogatory—It is not aware of that.

To the 3rd interrogatory—No.

To the 4th interrogatory—No.

To the 5th interrogatory—No.

To the 6th interrogatory—No.

To the 7th interrogatory—No.

To the 8th interrogatory—No.

To the 9th interrogatory—No.

To the 10th interrogatory—No.

To the 11th interrogatory—No.

To the 12th interrogatory—No.

16.—Interrogatories on faits et articles in a case bearing No. 406 of the Superior Court of Montreal, in which Mrs Mary Thérien et Vir are plaintiffs and the City of Montreal, defendant:

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved: That the City Clerk be instructed to answer as follows to said interrogatories:

To the 1st interrogatory—Yes.

To the 2nd interrogatory—It is not aware of that.

To the 3rd interrogatory—No.

To the 4th interrogatory—No.

To the 5th interrogatory—No.

To the 6th interrogatory—No.

To the 7th interrogatory—No.

To the 8th interrogatory—No.

To the 9th interrogatory—No.

To the 10th interrogatory—No.

To the 11th interrogatory—No.

To the 12th interrogatory—No.

To the 13th interrogatory—No.

To the 14th interrogatory—No.

To the 15th interrogatory—No.

To the 16th interrogatory—No.

To the 17th interrogatory—No.

17.—Interrogatories on faits et articles in a case bearing No. 3602 of the Superior Court of Montreal, in which M. Z. Moise et al plaintiffs and the City of Montreal defendant:

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved: That the City Clerk be instructed to answer as follows to said interrogatories:

Au 2^{ème} interrogatoire—Elle l'ignore.
 Au 3^{ème} interrogatoire—Non.
 Au 4^{ème} interrogatoire—Non.
 Au 5^{ème} interrogatoire—Non.
 Au 6^{ème} interrogatoire—Non.
 Au 7^{ème} interrogatoire—Non.
 Au 8^{ème} interrogatoire—Non.
 Au 9^{ème} interrogatoire—Non.
 Au 10^{ème} interrogatoire—Non.
 Au 11^{ème} interrogatoire—Non.
 Au 12^{ème} interrogatoire—Non.
 Au 13^{ème} interrogatoire—Non.
 Au 14^{ème} interrogatoire—Non.
 Au 15^{ème} interrogatoire—Non.

18.—Communications du Département en Loi "re" transport du fret par la Compagnie des Tramways de Montréal, l'une en date du 12 octobre 1912, signée par M. J. L. Archambault, et les deux autres en date du 12 et du 14 octobre 1912, signées par M. A. W. Atwater, Avocat Consultant de la Cité.

M. l'échevin BASTIEN appuyé par M. l'échevin PRUD'HOMME,

Propose: Que le Bureau des Commissaires soit prié de donner instructions aux officiers municipaux de n'intenter en Cour du Recorder, au nom de la Cité, aucune poursuite contre la Cie des Tramways de Montréal pour violation du règlement No. 210 quant au transport du fret dans les rues de la Cité, d'hui au 1er décembre prochain, et que le Bureau des Commissaires soit aussi prié de soumettre un rapport au Conseil comportant les clauses et conditions qui suivent lui devraient être insérées dans le règlement à intervenir, le tout néanmoins sans préjudice aux droits résultant à la Cité tant du règlement No. 210 que du contrat intervenu entre le Montreal Street Railway Company et ladite Cité pour faire suite à ce règlement, sauf néanmoins pendant la période de temps ci-dessus déterminée, et sans non plus, que la dite résolution puisse être ultérieurement invoquée par la Compagnie des Tramways de Montréal, comme affectant les droits de la Cité et les rapports des parties découlant soit dudit règlement, soit dudit contrat.

Ladite proposition étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Prud'homme, Boyd, Garneau, Monahan, Letourneau, Mayrand, Emard, Bastien, Turcot, Drummond, Morin, Blumenthal, Macdonald, Ménard, Judge.—19.

Contre: Clément, Tétreau, Larivière, Martin, Séguin, Giroux, Poissant, Vandelac.—8.

Ladite proposition est ainsi adoptée et il est

Résolu: En conséquence.

RAPPORTS.

19.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter \$3,000 pour niveler et macadamiser la rue Iberville.

20.—Du Bureau des Commissaires, pour voter \$675 pour réparer la chaussée de la rue Frontenac, dans le quartier Ste Marie.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin MARTIN, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

21.—Du Bureau des Commissaires, pour voter un crédit de \$75. pour acheter un kiosque de cochers.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

22.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'adjudiquer les contrats pour la construction de trottoirs en asphalte dans certaines rues.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin BOYD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

23.—Du Bureau des Commissaires pour opérer le versement d'un montant de \$713.20 pour l'achat d'instruments pour les arpenteurs dans le département des Travaux Publics.

24.—Du Bureau des Commissaires, pour rembourser à M. J. G. Piché un dépôt de \$200.

Sur proposition de M. l'éch., L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

To the 1st interrogatory—Yes.
 To the 2nd interrogatory—It is not aware of that.
 To the 3rd interrogatory—No.
 To the 4th interrogatory—No.
 To the 5th interrogatory—No.
 To the 6th interrogatory—No.
 To the 7th interrogatory—No.
 To the 8th interrogatory—No.
 To the 9th interrogatory—No.
 To the 10th interrogatory—No.
 To the 11th interrogatory—No.
 To the 12th interrogatory—No.
 To the 13th interrogatory—No.
 To the 14th interrogatory—No.
 To the 15th interrogatory—No.

18.—Communications from the Law Department "re" carriage of freight by the Montreal Tramways Co., one dated 12th October 1912, signed by Mr. J. L. Archambault and two others dated 12th and 14th October 1912, signed by Mr A. W. Atwater, Consulting City Attorney.

Ald. BASTIEN moved, seconded by Ald. PRUD'HOMME. That the Board of Commissioners be requested to instruct the civic officials not to take before the Recorder's Court, on behalf of the City, any proceeding against the Montreal Tramways for violation of by-law No. 210 as regards the carrying of freight in the streets of the City from now until the 1st December next, and that the Board of Commissioners be also requested to submit a report to Council, embodying the clauses and conditions which, in their opinion, should be inserted in the by-law to be adopted, the whole, nevertheless, without prejudice to the rights accruing to the City both from by-law No. 210 and from the contract passed between the Montreal street Ry Co., and the said City and based on said by-law, except, nevertheless, during the period above determined, and furthermore, with the understanding that the said resolution cannot be considered, at any future time, by the M. S. R. Co., or the Montreal Tramways Co. as affecting the rights of the City and the relations of the parties arising either from said by-law or from said contract.

Said motion being put, the Council divided:

Yeas: N. Lapointe, O' Connell, Ward, Robinson, Prud'homme, Boyd, Garneau, Monahan, Létourneau, Mayrand, Emard, Bastien, Turcot, Drummond, Morin, Blumenthal, Macdonald, Ménard, Judge.—19.

Nays: Clément, Tétreau, Larivière, Martin, Séguin, Giroux, Poissant, Vandelac.—8.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

REPORTS.

19.—From Board of Commissioners, to vote \$3,000 to level and macadamize Iberville St.

20.—From Board of Commissioners, to vote \$675 to repair roadway of Frontenac St. St. Mary ward.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MARTIN, it was.

Resolved: That said report be received and adopted.

21.—From Board of Commissioners, to vote a sum of \$75 to purchase a cabmen Kiosk.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved: That said report be received and adopted.

22.—From Board of Commissioners, to award contracts for the laying of asphalt sidewalks in certain streets.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BOYD, it was.

Resolved: That said report be received and adopted.

23.—From Board of Commissioners, to vary a sum of \$713.20 to purchase surveying instruments for the Public Works Department.

24.—From Board of Commissioners, to refund a deposit of \$200 to Mr J. G. Piché.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved: That said reports be received and adopted.

25.—From Board of Commissioners, to allow the Grand Trunk Ry Co., to lay additional tracks on Lusignan St.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LETOURNEAU, it was.

Resolved: That said report be received and adopted.

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

25.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à la Compagnie du Grand Tronc de poser une voie additionnelle sur la rue Lusignan.

Sur proposition de M. l'éch., L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin LETOURNEAU, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

26.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à la Compagnie du Pacifique de construire une voie d'évitement à travers la rue de Gaspé.

Sur proposition de M. l'éch., L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin TETREAU, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

27.—Du Bureau des Commissaires, recommandant que les règlements Nos. 343 et 364 soient abrogés.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin BOYD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit renvoyé à la Commission de Législation pour examen et rapport.

28.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'adjuger le contrat pour la fourniture des insignes, numéros et médailles pour le département des licences.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin BASTIEN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

29.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'être autorisé à vendre à l'encheré un terrain vacant situé sur la rue St. Laurent, à l'angle de l'Avenue Laurier.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin BASTIEN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

30.—Du Bureau des Commissaires, pour payer les honoraires des Commissaires "re" expropriation des rues Vinet, Boyce, et Sherbrooke.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin LARIVIERE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

31.—De la Commission de Législation à l'effet de nommer Son Honour le Recorder Geoffrion membre de la Commission Technique "re" révision de la charte de la Cité.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin Robinson, il est

Résolu: Que le nom de l'Avocat en Chef de la Cité soit ajouté à ladite Commission Technique et que, avec cette addition, ledit rapport soit adopté.

32.—De la Commission de Législation au sujet du règlement concernant les voitures à vapeur et à moteur.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

33.—De la Commission de Législation refusant de souscrire au projet d'amendement à la charte soumis par M. l'échevin Morin concernant le mode de paiement du coût des pavages permanents.

A ce sujet, soumis et lu un rapport de la minorité de la Commission de Législation, approuvant l'amendement du coût des pavages permanents et recommandant que cet amendement soit inséré dans le bill qui doit être soumis à la prochaine session de la Législature Provinciale.

M. l'échevin L. A. Lapointe, appuyé par M. l'échevin O'Connell,

Propose: Que le rapport de la Commission de Législation soit reçu et adopté.

M. l'échevin MORIN, appuyé par M. l'échevin EMARD, propose en

Amendement: Que le rapport de la Commission de Législation ainsi que le rapport de la minorité de ladite Commission soient renvoyés aux Commissaires pour examen et rapport, attendu qu'ils affectent les finances de la Ville.

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Ward, Robinson, Boyd, Monahan, Emard, Drummond, Morin, Fraser, Stroud, Blumenthal, Ménard.—41.

Contre: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Prud'homme, Garneau, Clément, Tétreau, Mayrand, Bastien, Turcot, Larivière, Martin, Séguin, Giroux, Poissant, Vandelac, Macdonald Judge.—17.

26.—From Board of Commissioners, to allow the Canadian Pacific Ry Co., to lay a siding across de Gaspé St.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. TETREAU, it was.

Resolved: That said report be received and adopted.

27.—From Board of Commissioners, recommending that by-laws Nos. 343 and 364 be repealed.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BOYD, it was.

Resolved: That said report be referred to the Legislation Committee for examination and report.

28.—From Board of Commissioners, to award contract for the supply of badges, numbers and tags for the License Department.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. POISSANT, it was.

Resolved: That said report be received and adopted.

29.—From Board of Commissioners, to be authorized to sell by auction a vacant lot on St. Lawrence St., corner of Laurier Avenue.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BASTIEN, it was.

Resolved: That said report be received and adopted.

30.—From Board of Commissioners, to pay Commissioners fees "re" expropriation of Vinet, Boyce and Sherbrooke street.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LARIVIERE, it was.

Resolved: That said report be received and adopted.

31.—From Legislation Committee, to appoint His Honor Recorder Geoffrion member of the Technical Commission "re" revision of the City Charter.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved: That the name of the Chief City Attorney be added to said Technical Commission and that, with this addition, said report be adopted.

32.—From Legislation Committee, a new by-law concerning steam and motor vehicles.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was.

Resolved: That said report be received and adopted.

33.—From Legislation Committee declining to concur in a draft of amendment to the City Charter submitted by Ald. Morin concerning payment of the cost of permanent pavements.

In this connection, submitted and read a report from the minority of the Legislation Committee approving the amendment suggested by Ald. Morin concerning the payment of the cost of permanent pavements and recommending that the same be inserted in the bill to be submitted at the next session of the Provincial Legislature.

Ald. L. A. LAPOINTE moved, seconded by Ald. O'CONNELL.

That the report of the Legislation Committee be received and adopted.

Moved in amendment by Ald. MORIN, seconded by Ald. EMARD,

That the report of the Legislation Committee and the report of the minority of said Committee be referred to the Board of Commissioners for examination and report, inasmuch as the same affect the finances of the City.

Said amendment being put, the Council divided:

Yeas: Ward, Robinson, Boyd, Monahan, Emard, Drummond, Morin, Fraser, Stroud, Blumenthal, Ménard.—41.

Nays: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Prud'homme, Garneau, Clément, Tétreau, Mayrand, Bastien, Turcot, Larivière, Martin, Séguin, Giroux, Poissant, Vandelac, Macdonald Judge.—17.

So it passed in the negative.

Ald. MORIN thereupon moved in amendment, seconded by Ald. EMARD.

That the report of the minority of the Legislation Committee be amended by striking therefrom clause 6 and by substituting the word "forty" for the word "ten" in the 4th clause thereon and that, so amended, said report be adopted.

Moved in sub-amendment by Ald. BOYD, seconded by Ald. MONAHAN.

That the report of the minority of the Legislation Com-

rivièrre, Martin, Séguin, Giroux, Poissant, Vandelac, Macdonald, Judge.—17.

M. l'échevin MORIN, appuyé par M. l'échevin EMARD, propose alors en

Amendement: Que le rapport de la minorité soit adopté, à l'exception de la clause relative à la rétroactivité, et que le mot "quarante" dans la 4ème clause soit substitué au mot "dix" et que, ainsi amendé, ledit rapport soit adopté.

M. l'échevin BOYD, appuyé par M. l'échevin MONAHAN, propose en

Sous-Amendement: Que le rapport de la minorité de la Commission de Législation soit amendé en substituant le mot "quarante" au mot "dix" dans la 4ème clause et en retranchant les clauses 6, 7, et 8, et que, ainsi amendé, ledit rapport soit adopté.

Ledit sous-amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Boyd, Monahan, Emard, Drummond, Morin, Fraser, Stroud, Blumenthal, Macdonald.—13.

Contre: L. A. Lapointe, Prud'homme, Garceau, Clément, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Bastien, Turcot, Larivière, Martin, Séguin, Giroux, Poissant, Vandelac, Ménard, Judge.—17.

Il est ainsi rejeté.

L'amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Boyd, Monahan, Emard, Drummond, Morin, Fraser, Stroud, Blumenthal.—12.

Contre: L. A. Lapointe, Prud'homme, Garceau, Clément, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Bastien, Turcot, Larivière, Martin, Séguin, Giroux, Poissant, Vandelac, Macdonald, Ménard, Judge.—18.

Il est ainsi rejeté.

La motion principale étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Boyd, homme, Garceau, Clément, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Bastien, Turcot, Larivière, Martin, Séguin, Giroux, Poissant, Vandelac, Ménard, Judge.—19.

Contre: Ward, Robinson, Boyd, Monahan, Emard, Drummond, Morin, Fraser, Stroud, Blumenthal, Macdonald.—11.

Ladite proposition est ainsi adoptée et il est

Résolu: En conséquence.

34.—De la Commission Spéciale "re" Règlement No. 210 concernant la "Montreal Street Ry" à l'effet de modifier la ligne de l'Avenue de l'Hôtel de Ville.

Sur proposition de M. l'échevin EMARD, appuyé par M. l'échevin L. A. Lapointe, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

35.—De la Commission Spéciale "re" fermeture à bonne heure des magasins soumettant des amendements au règlement No. 328.

Sur proposition de M. l'échevin BASTIEN, appuyé par M. l'échevin LARIVIERE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et déposé sur le bureau pour être pris en considération en même temps que l'ordre du jour, et que le Greffier de la Cité reçoive instructions de transmettre une copie du projet de règlement soumis par ladite Commission à chacun des membres du Conseil.

INTERPELLATION.

36.—Certaine question est posée au Bureau des Commissaires avec prière d'y répondre pour la prochaine assemblée du Conseil, par M. l'échevin Blumenthal, au sujet de l'installation des lumières rouges sur les boîtes d'alarmes

AVIS DE MOTION.

37.—De M. l'échevin Boyd, à l'effet d'abroger et de remplacer le règlement No. 130 "re" inconvénients résultant de la fumée.

ORDRE DU JOUR.

38.—Sur proposition de M. l'échevin SEGUIN, appuyé par M. l'échevin MARTIN, il est

Résolu: Que le 29ème ordre du jour soit maintenant mis à l'étude.

mittee be amended by substituting the word "forty" for the word "ten" in the fourth clause, and by striking out therefrom clauses 6, 7 and 8, and that, so amended, said report be adopted.

Said sub-amendment being put, the Council divided:

Yeas: N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Boyd, Monahan, Emard, Drummond, Morin, Fraser, Stroud, Blumenthal, Macdonald.—13.

Nays: L. A. Lapointe, Prud'homme Garceau Clément, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Bastien, Turcot, Larivière, Martin, Séguin, Giroux, Poissant, Vandelac, Ménard, Judge.—17.

So it passed in the negative.

The vote being then taken on the amendment, the Council divided.

Yeas: N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Boyd, Monahan, Emard, Drummond, Morin, Fraser, Stroud, Blumenthal.—12.

Nays: L. A. Lapointe, Prud'homme Garceau, Clément, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Bastien, Turcot, Larivière, Martin, Séguin, Giroux, Poissant, Vandelac, Macdonald, Ménard, Judge.—18.

So it passed in the negative.

The vote being taken on the main motion, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Prud'homme, Garceau, Clément, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Bastien, Turcot, Larivière, Martin, Séguin, Giroux, Poissant, Vandelac, Ménard, Judge.—19.

Nays: Ward, Robinson, Boyd, Monahan, Emard, Drummond, Morin, Fraser, Stroud, Blumenthal, Macdonald.—11.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

34.—Special Committee "re" By-law No 210, concerning Montreal Street Railway Co., to modify the City Hall avenue line.

On motion of Ald. EMARD, seconded by Ald. L. A. LAPONTE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

35.—Special Committee "re" early closing of shops submitting amendments to by-law No. 328.

On motion of Ald. BASTIEN, seconded by Ald. LARIVIERE, it was.

Resolved: That said report be received and laid on the table to be considered with the item of the order of the day bearing on this question and that the City Clerk be instructed to transmit a copy of the draft of by-law prepared by the said Committee to every member of the Council.

QUESTION.

36.—A certain question was put to the Board of Commissioners with a request that they reply thereto for the next meeting of the Council, by Ald. Blumenthal, anent installation of red lights at alarm boxes.

NOTICE OF MOTION.

37.—By Ald. Boyd, to repeal and replace by-law No. 130 "re" smoke nuisance.

ORDER OF THE DAY.

38.—On motion of Ald. SEGUIN seconded by Ald. MARTIN, it was.

Resolved: That the 29th order of the day be now taken up.

Said order of the day being read to consider a notice of motion by Old. Martin for a referendum "re" abolition of the Board of Commissioners, Ald. Martin moved, seconded by Ald. Séguin.

That the Council desires to know the opinion of the electors generally on the following questions:

Are you in favor of abolishing the Board of Commissioners?

Are you in favor of abolishing the Council?

And that the City Clerk be instructed to do all that may be necessary in order to submit these questions to the electors

Ledit ordre du jour étant lu pour prendre en considération un avis de motion de M. l'échevin Martin demandant un referendum "re" abolition du Bureau des Commissaires,

M. l'échevin MARTIN, appuyé par M. l'échevin SEGUIN,

Propose: Que ce Conseil désire connaître l'opinion des électeurs en général sur les questions suivantes:

Etes-vous en faveur de l'abolition du Bureau des Commissaires?

Etes-vous en faveur de l'abolition du Conseil?

Et, que le Greffier de la Cité soit prié de faire ce qu'il y a à faire pour soumettre ces questions aux électeurs le 25 novembre 1912, le tout conformément aux dispositions de l'article 310 de la loi 62 Victoria, chap. 58, telle que remplacée par la section 10 de la loi 2, Ed VII, chap. 81, remplacée de nouveau par la loi 1, Geo. V, chap. 48.

Que le Bureau des Commissaires soit prié de voter le montant nécessaire afin que ledit referendum soit tenu à la date ci-dessus mentionnée.

Et, un nouveau débat s'engageant,

M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON, propose en

Amendement: Attendu que le Conseil vient d'adopter un rapport à l'effet de nommer une Commission Technique chargée de la refonte de la Charte de la Cité et que le travail de ladite refonte entraînera probablement l'étude de certaines questions telles que la redistribution des quartiers, la représentation desdits quartiers et le mode d'administration des affaires de la Ville;

Attendu que le coût du référendum que l'on propose de tenir serait très élevé.

Qu'il soit résolu:

Que le Conseil ne croit pas opportun, pour le moment, de soumettre aux électeurs les questions contenues dans la motion principale actuellement devant le Conseil.

Et, un nouveau débat s'engageant,

M. l'échevin POISSANT, appuyé par M. l'échevin GIROUX, propose en

Sous-Amendement: Que le Conseil croit qu'il serait désirable et dans l'intérêt général de la Ville de modifier le système de gouvernement et d'administration actuel de la Ville, et il prie, en conséquence, le Bureau des Commissaires de bien vouloir l'informer s'il serait prêt à rencontrer les membres du Conseil pour discuter cette question et préparer les amendements qui devront être faits à la Charte de la Cité.

M. l'échevin L. A. Lapointe, soulève un point d'ordre alléguant que ledit sous-amendement n'est pas dans l'ordre, en autant qu'il ne se rattache en aucune manière ni à la motion principale ni à l'amendement.

Son Honneur le Maire décide que ledit point d'ordre est bien fondé et déclare le sous-amendement hors d'ordre par ce qu'il n'amende ni la motion principale ni l'amendement.

M. l'échevin Martin soulève aussi un point d'ordre alléguant que l'amendement de M. l'échevin L. A. Lapointe est hors d'ordre.

Son Honneur le Maire déclare l'amendement dans l'ordre parcequ'il fait mention d'une demande d'ajournement de la question pour le moment.

L'amendement étant alors mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour. L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Boyd, Garceau, Monahan, Clément, Emard, Bastien, Turcot, Drummond, Morin, Blumenthal, Macdonald, Judge.—17.

Contre: Tétreau, Létourneau, Mayrand, Larivière, Martin, Séguin, Giroux, Poissant, Vandelac.—9.

Il est ainsi adopté, et il est

Résolu: En conséquence:

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin WARD,

Le Conseil s'adjourne à mercredi, le 16 du courant, à 3 heures p. m.

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

JULES CREPEAU,

Sous-Greffier de la Cité.

on the 25th Nov. 1912, the whole in accordance with the provisions of article 310 of the Act 62 Vic., Chap. 58, as replaced by section 10 of the Art. 2, Ed. VII, chap. 81, and further replaced by the Act 1, Geo. V, Chap. 48.

That the Board of Commissioners be requested to vote the necessary funds in order that such referendum may be held on the date above mentioned.

And, a debate arising,
Ald. L. A. Lapointe moved in amendment, seconded by Ald. Robinson.

Whereas the Council has just adopted a report to appoint Technical Committee to revise the City Charter and that said work will probably bring out certain questions such as the redistribution of the wards, the representation of same and the administration of the affairs of the City;

Whereas the proposed referendum will entail the expenditure of a large sum of money,

Be it resolved:

That this Council does not deem it advisable for the present to submit to the electors the questions contained in the motion now before the Council.

And, a further debate arising,

Ald. POISSANT moved in sub-amendment, seconded by Ald. GIROUX.

That this Council is of opinion that it would be desirable and in the general interest of the City to modify the present system of government and administration of the City, and it therefore requests the Board of Commissioners to kindly inform it whether they are prepared to meet the members of the Council to discuss this question and prepare amendments to be made to the City Charter.

Ald. L. A. Lapointe raised a point of order contending that said sub-amendment was not in order, inasmuch as it did not refer in any way to the main motion nor to the amendment.

His Worship the Mayor ruled said point of order well taken and declared said sub-amendment out of order because the same did not amend the main motion nor the amendment,

Ald. Martin also raised a point of order contending that the amendment of Ald. L. A. Lapointe was out of order.

His Worship the Mayor declared the amendment in order because the same mentioned a postponement of the question for the present.

The vote being then on the amendment, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Boyd, Garceau, Monahan, Clément, Emard, Bastien, Turcot, Drummond, Morin, Blumenthal, Macdonald, Judge. 17.

Nays: Tétreau, Létourneau, Mayrand, Larivière, Martin, Séguin, Giroux, Poissant, Vandelac.—9.

So it was carried and.

Resolved: Accordingly.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. Ward,

The Council adjourned until Wednesday, the 16th inst., at 3 o'clock p. m.

L. O. DAVID,
City Clerk

JULES CREPEAU,

Asst. City Clerk.

BUREAU DES COMMISSAIRES

Compte rendu de l'assemblée du 15 octobre 1912, a.m.

Son Honneur le Maire L. A. Lavallée, tous présents.

1.—M. Adélard Lapierre, Franchère et Ryant se présentent devant le Bureau et demandent de faire poser deux lumières ainsi qu'un trottoir en bois sur la rue Boyer, entre les rues Everett & Villiers, et trois lumières sur la rue St. André, entre les rues Faillon et Villerai.

Résolu: De référer cette demande à l'Ingénieur en Chef et au Surintendant du Département de l'Eclairage pour l'apport.

2.—Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux au sujet de la nomination d'un gardien pour l'édifice municipal de la Côte St. Paul. Le Surintendant de Police et le Chef du Département des Incendies sont présents au Bureau à ce sujet, et après pourparlers, il est entendu que dans tous les édifices municipaux où il y a un poste de pompiers et un poste de police, il n'y a pas lieu de nommer un gardien et que le chauffage est confié au capitaine du poste de pompiers et le nettoyage des salles publiques, quand il y en a, ainsi que l'entretien général de l'édifice sont confiés au capitaine du poste de police, sauf pour les deux, à s'entendre et à et à s'entraider pour les besoins respectifs de leur service.

3.—Et advenant midi, le Bureau procède à l'ouverture de soumissions pour la construction d'égoûts dans certaines rues. Les soumissions suivantes sont ouvertes en présence des parties intéressées, et les chèques de dépôt les accompagnant sont déposés entre les mains du Trésorier de la Cité, savoir:

| COTE ST. MICHEL | Chèque de dépôt |
|---------------------------------|-----------------|
| Pierre Labelle | 3,000 |
| Glibert & Paye | 3,000 |
| Alfred Pion | 3,000 |
| Palermo & Frascarelli | 3,000 |
| Geo Janin. | |

| RUE ST. ELIE | |
|-----------------------------|-----|
| C. de Kairelle | 150 |
| Glibert, Paye & Co. | 150 |
| H. Bertrand & Co. | 150 |
| Geo Janin. | |

| CHEMIN COTE ST ANTOINE. | |
|---------------------------------|-----|
| Palermo & Frascarelli | 200 |
| Dannoiset & Laurent | 200 |
| H. Bertrand & Co. | 200 |
| Geo Janin. | |

| RUE DE LA PELTRIE. | |
|-----------------------------|-------|
| Glibert, Paye & Co. | 1,000 |
| S. Ricci | 1,000 |
| Geo Janin. | |

| RUE ARCHIBALD | |
|---------------------------------|-----|
| Geo Janin. | |
| Palermo & Frascarelli | 150 |
| H. Bertrand & Co. | 150 |

| RUE DE VAUDREUIL. | |
|-------------------------------|-----|
| Glibert, Paye & Co. | 350 |
| Dannoiset & Laurent | 350 |
| H. Bertrand & Co. | 350 |
| S. Ricci | 350 |
| Geo Janin. | |

4.—Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef déclarant que le coût estimé de la construction d'un égout requis

BOARD OF COMMISSIONERS

Report of meeting held on the 15th October 1912, a.m.

Present: His Worship Mayor L. A. Lavallée and all the members of the Board.

1.—Messrs Adélard Lapierre, Franchère and Ryant appeared before the Board and asked that two lights be installed and that a sidewalk be laid on Boyer street, between Everett and Villiers streets, and that three lights be placed on St. André street, between Faillon and Villerai streets.

Resolved: That said request be referred to the Chief Engineer and to the Superintendent of the Light department for reports.

2.—Submitted a report from the Superintendent of the Municipal Buildings anent the appointment of a caretaker for the municipal building of Côte St. Paul. The Superintendent of Police and the Chief of the Fire Department appeared before the Board in this connection and, after pourparlers, it was decided that, in the municipal buildings where there is a fire-station and a police station, there is no reason for appointing a caretaker, and that the heating shall be entrusted to the captain of the fire-station and the cleaning of the public halls, if any, as well as the general maintenance of the building shall be entrusted to the captain of the police station, both captains to arrange and help each other as regards the respective needs of their service.

3.—And it being noon, the Board proceeded to open the tenders for the construction of sewers in certain streets. The following tenders were opened in presence of the interested parties, and the guarantee cheques were deposited with the City Treasurer, to wit:

| COTE ST. MICHEL | Chèque de dépôt |
|---------------------------------|-----------------|
| Pierre Labelle | 3,000 |
| Glibert & Paye | 3,000 |
| Alfred Pion | 3,000 |
| Palermo & Frascarelli | 3,000 |

| ST. ELIE STREET. | |
|-----------------------------|-------|
| C. de Kairelle | 3,000 |
| Glibert, Paye & Co. | 150 |
| H. Bertrand & Co. | 150 |
| Geo Janin. | |

| COTE ST. ANTOINE ROAD. | |
|---------------------------------|-----|
| Palermo & Frascarelli | 200 |
| Dannoiset & Laurent | 200 |
| H. Bertrand & Co. | 200 |
| Geo Janin. | |

| DE LA PELTRIE STREET. | |
|-----------------------------|-------|
| Glibert, Paye & Co. | 1,000 |
| S. Ricci | 1,000 |
| Geo Janin. | |

| ARCHIBALD STREET. | |
|---------------------------------|-----|
| Palermo & Frascarelli | 150 |
| H. Bertrand & Co. | 150 |

| DE VAUDREUIL STREET. | |
|-------------------------------|-----|
| Glibert, Paye & Co. | 350 |
| Dannoiset & Laurent | 350 |
| H. Bertrand & Co. | 350 |
| S. Ricci | 350 |
| Geo Janin. | |

4.—Submitted a report from the Chief Engineer stating that the estimated cost of laying the sewer required in St. Lawrence Boulevard, from Commissioners to Notre Dame street, would be \$5,500, payable entirely by the City. Resolved That a report be made to Council recommending

dans le Boulevard Saint Laurent, de la rue des Commissaires à la rue Notre-Dame, sera de \$5,500, payable en entier par la Cité.

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant de voter ladite somme de \$5,500 pour les fins de la construction dudit égout.

5.—Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, recommandant de faire voter une somme de \$1,600 pour la pose de 520 pieds de tuyau de 8" avec raccordements, dans le prolongement du Boulevard Saint Laurent, au sud de la rue Notre-Dame, jusqu'à la rue des Commissaires

Résolu: De faire rapport au Conseil recommandant de voter ladite somme de \$1,600 pour les fins ci-dessus.

6.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil tenue le 14 octobre 1912, "re" transport du fret par la Compagnie des Tramways.

Résolu: De transmettre au Département en Loi avec prière de préparer immédiatement la résolution à être adoptée par le Bureau des Commissaires à ce sujet.

7.—Soumise une communication du Président du Centenaire Cartier, suggérant de placer le monument qui sera élevé à la mémoire de Sir Georges Etienne Cartier sur le Parc Mont Royal, côté ouest de l'Avenue du Parc, en face de la rue Marie-Anne.

Résolu: De référer au Surintendant du Parc Mont Royal, pour savoir s'il a des objections au site proposé.

8.—Soumise une offre de M. G. W. Parent de vendre à la Ville la propriété située au coin sud-est de la rue Notre Dame et du Blvd St. Laurent.

Sous considération.

Ajournement.

L. N. SENECA.
Secrétaire.

* * *

Compte rendu de l'assemblée du 15 octobre 1912, p.m.

Son Honneur le Maire L. A. Lavallée, tous présents

1.—Monsieur F. L. Wanklyn, assistant de l'Exécutif Général de la Compagnie du Pacifique Canadien, soumet un Bureau un plan de ladite compagnie, au sujet de la fermeture projetée des rues Esplanade et Mance, en vue de l'établissement d'une cour à fret. Monsieur Wanklyn s'engage à produire une demande par écrit.

2.—Soumises les soumissions suivantes pour travaux de plomberie à l'Hôtel de Ville de Rosemont:

Geo Delisle, \$515.

Soumissions non signées, \$462.

Robertson Bros., \$490.

Daniel Cochenberger, \$400.

Résolu: D'accepter la plus basse soumission, savoir celle de M. Daniel Cochenberger, à raison de \$400 pour les travaux mentionnés dans lesdites soumissions.

3.—Monsieur Innes, Secrétaire de la Société pour la Prévention de la Cruauté aux Animaux, et M. Davidson, se présentent devant le Bureau et soumettent une résolution de ladite Société, à l'effet que la Ville lui permette d'établir une fourrière pour remplacer celle que la Ville exploite, et de prendre soin des animaux errants, choisir ceux qui doivent être détruits et ceux dont il doit être pris soin, ladite société devant se charger de tout le système.

Résolu: De référer au Surintendant de Police pour rapport.

4.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil tenue le 8 octobre, à l'effet de prier le Bureau des Commissaires de soumettre au Conseil un état démontrant combien de propriétés ont été achetées par la Ville depuis le commencement de l'année, soit pour l'élargissement de certaines rues ou pour quelqu'autre fin, ainsi que le prix d'achat dans chaque cas, et l'évaluation municipale des maisons.

Résolu: De référer au Contrôleur et Auditeur de la Cité et au Président du Bureau des Estimateurs pour préparation d'un état démontrant:

10. Les propriétés achetées par obligations statutaires;
20. Les propriétés achetées volontairement;

ding that said sum of \$5,500 be voted for the purpose of laying said sewer.

5.—Submitted a report from the Chief Engineer recommending that a sum of \$1,600 be voted for the laying of 520 feet of 8" pipe with connections, in the St. Lawrence Boulevard extension, south of Notre Dame to Commissioners street.

Resolved: That a report be made to Council sum of \$1,600 be voted for the above purpose.

6.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council held on the 14th October 1912, "re" hauling of freight by the Tramways Company.

Resolved: That the sum be transmitted to the Law Department with instructions to prepare at once the resolution to be adopted by the Board of Commissioners in this connection.

7.—Submitted a communication from the Chairman of the Cartier Centenary suggesting that the monument to be erected to the memory of Sir Georges Etienne Cartier on Mount Royal Park, be placed on the west side of Park Avenue, opposite Mary-Anne Street.

Referred to the Superintendent of Mount-Royal Park in order to know if he has any objections to the proposed site.

8.—Submitted a letter from Mr. G. W. Parent, offering to sell to the City the property situated on the southeast corner of Notre Dame street and St Lawrence Boulevard.

Consideration deferred.

Adjourned.

L. N. SENECA.
Secretary

* * *

Report of meeting held on the 15th October 1912, p. m.

His Worship the Mayor L. A. Lavallée and all the members of the Board.

1.—Mr F L. Wanklyn, assistant to the General Executive of the Canadian Pacific Railway, submitted a plan in connection with the proposed closing of Esplanade and Mance streets with a view of establishing a freight yard. Mr. Wanklyn was requested to make his application in writing.

2.—Submitted the following tenders for plumbing work at the Rosemont City Hall:

Geo. Delisle \$515.

Tenders unsigned, \$462.

Robertson Bros., \$490.

Daniel Cochenberger \$400.

Resolved: That the lowest tender be accepted, to wit, that of Mr. Daniel Cochenberger (\$400) for the work mentioned in the said tender.

3.—Mr. Innes, secretary of the Society for the Prevention of Cruelty to Animals, and Mr. Davidson appeared before the Board and submitted a resolution adopted by the said Society, asking that the City allow them to establish a pound to replace the one which the City now owns, and where all stray animals, shall be confined and destroyed or taken care of, the said Society to provide all that may be required in this connection.

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of Police for a report.

4.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council held on the 8th October requesting the Board of Commissioners to submit to Council a statement indicating the number of properties purchased by the City since the beginning of the year, either for the widening of certain streets or for other purposes, as well as the purchase price in each case, and municipal assessment of said properties.

Resolved: That the same be referred to the City Comptroller and Auditor and to the Chairman of the Board of Assessors with instructions to prepare a statement showing:

- 1o. The properties purchased in fulfilment of statutory obligations;
- 2o. The properties purchased voluntarily.
- 3o. The properties purchased for park purposes.

30. Les propriétés achetées pour les fins d'établissement de parcs;

40. Les propriétés achetées pour les fins d'ouverture ou d'élargissement de rues;

50. Les propriétés achetées pour les fins de l'établissement de postes de pompiers, police, bains publics, etc.

Ainsi que le prix d'achat dans chaque cas et l'évaluation municipale desdites propriétés.

5.—Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux "re" découverte de la pierre angulaire de l'église de Notre-Dame de Pitié.

Déposé aux archives.

6.—Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux demandant d'être autorisé à prendre dix jours de vacances.

Résolu: D'accorder ladite autorisation.

7.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil tenue le 14 octobre 1912, "re" transport du fret par la Compagnie des Tramways de Montréal, et actions intentées en Cour du Recorder contre ladite compagnie à ce sujet.

Résolu: Pour se conformer au désir exprimé par le Conseil dans une résolution adoptée par ce dernier le 14 octobre courant, de donner instructions aux officiers municipaux de n'intenter en Cour du Recorder, au nom de la Cité de Montréal, jusqu'au 1er décembre prochain, aucune poursuite contre la Compagnie des Tramways de Montréal pour violation du règlement No. 210, en ce qui concerne le transport du fret dans les rues de ladite Cité, le tout néanmoins sans préjudice aux droits résultant à cette dernière, tant du dit règlement No. 210 que du contrat intervenu entre la Montreal Street Railway Company et la Cité, pour faire suite à ce règlement, sauf néanmoins pendant la période ci-dessus mentionnée, et sans non plus que la présente résolution puisse être ultérieurement invoquée par la Montreal Street Railway Company et par la Compagnie des Tramways de Montréal, comme affectant les droits de la Cité et les rapports des parties décluant, soit dudit règlement soit du dit contrat, et que copie de la présente résolution soit immédiatement transmise aux chefs des différents départements pour qu'eux et leurs subalternes aient à s'y soumettre sans délai et sans autre avis.

8.—Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef déclarant que par suite d'un accident grave survenu à l'une des pompes du bas niveau, plusieurs pièces importantes de cette pompe ont été brisées, et qu'il serait nécessaire de voter une somme de \$3,500 pour l'acquisition des pièces de machinerie nécessaires pour réparer ladite pompe, lesquelles pièces ne peuvent être fournies que par la compagnie MacDougall Caledonian Iron Works, représentant la maison Henry R. Worthington qui possède seule les modèles de ces pièces, et qu'il serait nécessaire en outre de voter un crédit additionnel de \$1,000 pour la mise en place et les réparations accessoires qu'entraînera cet accident.

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant que ladite somme de \$3,500 soit votée pour les fins de l'acquisition de la compagnie ci-dessus mentionnée desdites pièces de machinerie, et que ladite somme de \$1,000 soit également votée pour les fins ci-dessus.

9.—Après considération des rapports du Département en Loi et des Experts, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant le règlement des réclamations suivantes comme suit:

| | |
|---|----------|
| Aquila Gravel, (Médéric Gravel), chute sur le trottoir | \$150.00 |
| Frais à MM. Bisaillon & Brossard | 72.35 |
| Geo. W. Aubin, inondation | 300.00 |
| Frais à MM. Elliott & David | 51.90 |
| Geo H. Muir, inondation, | 30.00 |
| Anthime Cardinal, chute de son épouse | 42.00 |
| Horace J. Gagné, automobile brisée | 60.00 |
| S. Levitaky, voiture endommagée (collision) | 14.00 |
| Dame W. F. Murphy, (L. E. Smith), chute sur le trottoir | 50.00 |
| Arthur Martinbeau, bris de voiture | 10.80 |
| A. E. Quince, chute de son enfant sur le trottoir | 15.00 |
| Alcide Deslauriers, chute de son épouse | 10.00 |

40. The properties purchased for the purpose of opening or widening streets.

50. The properties purchased for the purpose of erecting fire and police stations, public baths, etc., as well as the purchase price in each case and the municipal assessment of said properties.

5.—Submitted a report of the Superintendent of Municipal Buildings "re" discovery of the corner stone of Notre Dame de Pitié church.

Filed of record.

6.—Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings asking that he be allowed to take ten days holiday.

Resolved: That said request be granted.

7.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council held on the 14th October 1912, "re" carrying of freight by the Montreal Tramways Company and actions taken in the Recorders Court against the said Company in connection therewith.

Resolved: That in order to conform to the Council's desire expressed in a resolution adopted on the 14th October instant, instructions be given to civic officials not to take before the Recorder's Court, on behalf of the City, any proceeding against the Montreal Tramways Company for violation of By-Law No. 210, as regards the carrying of freight in the streets of the City, from now until the 1st December next, the whole, nevertheless, without prejudice to the rights accruing to the City both from By-Law No. 210 and from the contract passed between the Montreal Street Railway Company and the said City and based on said by-law except nevertheless during the period above determined and furthermore, with the understanding that the present resolution cannot at any future time, be considered by the Montreal Street Railway Coy and the Montreal Tramways Company as affecting the rights of the City and the relations of the parties arising either from said by-law or from said contract, and that a copy of the present resolution be immediately transmitted to the Heads of the different departments in order that they and their subalterns may govern themselves accordingly without any further delay or notice.

8.—Submitted a report from the Chief Engineer stating that on account of a serious accident to one of the pumps at the low level station, several important pieces of this pump had been broken and that it would be necessary to vote a sum of \$3,500 to get the pieces of machinery required to repair the said pump, which can be supplied only by the John MacDougall Caledonian Iron Works, representing the firm of Henry R. Worthington, which alone possesses the models of these pieces and that it will be also necessary to vote an appropriation of \$1,000 for repairs and accessories, owing to said accident.

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the said sum of \$3,500 be voted to obtain from the above mentioned company the said pieces of machinery, and that the said sum of \$1,000 be also voted for the above purposes.

9.—After considering the reports from the Law Department and the Experts, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending the settlement of the undermentioned claims as follows:

| | |
|--|----------|
| Aquila Gravel (Médéric Gravel) fall on the sidewalk | \$150.00 |
| Costs to Messrs Bisaillon & Brossard | 72.35 |
| Geo. W. Aubin, flood | 300.00 |
| Costs to Messrs Elliott & David | 51.90 |
| Geo. H. Muir, flood | 30.00 |
| Anthime Cardinal, fall of his wife | 42.06 |
| Horace J. Gagné, automobile damaged | 60.00 |
| S. Levitaky, vehicle damaged, (collision) | 14.00 |
| Dame W. F. Murphy (L. E. Smith) fall on the side walk | 50.00 |
| Arthur Martinbeau, vehicle damaged | 10.00 |
| E. A. Quince, fall of his child on the sidewalk | 15.00 |
| Alcide Deslauriers, fall of his wife | 10.00 |
| Dame Alfred Helmer, (Charlotte E. Campbell), fall | 50.00 |
| Joseph Filiatreault, fall of his wife on the sidewalk | |
| \$50.75 of which \$38.25 have already been voted by Council, leaving a balance of, | |
| \$42.50 to be voted | 12.50 |
| | \$868.61 |

| | |
|--|----------|
| Dame Alfred Helmer (Charlotte E. Campbell) chute | 50.00 |
| Joseph Filiatrault, chute de son épouse sur le trottoir, \$50.75, dont \$38.25 ont déjà été votés par le Conseil, laissant une somme de \$12.50 à être votée | 12.50 |
| | \$868.61 |

10—L'Ingénieur en Chef, l'Ingénieur Emile Vanier et l'Ingénieur de la Montréal Water & Power Co., M. Pilcher, sont présents au Bureau, au sujet de la révision des comptes que devait la Montréal Water & Power Co., à l'ancienne Ville St. Louis jusqu'à la date de l'annexion.

Après pourparlers et étude du dossier en cette affaire, il est:

Réolu: De référer toute la question au Contrôleur et Auditeur de la Cité, pour par lui, entendre la Compagnie par M. Pilcher, ainsi que l'Ingénieur en Chef, afin d'arriver à l'épuisement de ces comptes, et pour faire rapport, lequel rapport devra contenir tous les détails qu'ils croiront utiles pour arriver à une solution de cette question, et établir les montants dûs.

Ajournement.

L. N. SENECA
Secrétaire.

* * *

CONSEIL MUNICIPAL

ASSEMBLEE MENSUELLE DU LUNDI, 11 NOVEMBRE 1912

Ordre du Jour

1— Nomination du maire suppléant.

RAPPORTS.

2— BUREAU DES COMMISSAIRES.—Recommandant l'adoption d'un règlement "re" Commission Métropolitaine des Parcs. (29 octobre.)

SUR LE BUREAU

L'INGENIEUR EN CHEF DE LA CITE "re" boulevards sur les berges de l'aqueduc. (23 septembre.)

3 BUREAU DES COMMISSAIRES.—Concernant l'établissement d'un boulevard sur les berges de l'aqueduc. (23 septembre.)

4— BUREAU DES COMMISSAIRES.—Concernant l'ouverture de la rue Levesque. (6 novembre.)

REGLEMENTS

5— 2me et 3me lectures d'un règlement relatif aux salles de vues animées. (19 mars.) (Imprimé.) (Clément.)**

6— 3ème lecture d'un règlement concernant les enseignes électriques. (22 avril.) (Imprimé.) (L. A. Lapointe.)*

7— 3me lecture d'un règlement à l'effet de supprimer les causes d'incendie. (13 mai.) (L. A. Lapointe.) (Imprimé.)

8— 3ème lecture d'un règlement pourvoyant à l'entretien des lots vacants. (13 mai.) (Lapointe L. A.) (Imprimé.)

9— 3ème lecture d'un règlement concernant les voitures qui se rendent aux incendies. (13 mai.) (L. A. Lapointe.) (Imprimé.)

10—The Chief Engineer, Mr. Emile Vanier, and the Engineer of the Montreal Water & Power Coy, Mr. Pilcher, appeared before the Board in connection with the revision of the accounts due by the ex-Town of Ville St. Louis to the Montreal Water & Power Coy, until the date of its annexation.

After discussion and due consideration of the matter, it was

Resolved: That the whole question be referred to the City Comptroller and Auditor with instructions to confer with the Company's engineer Mr. Pilcher and with the Chief Engineer and to audit said accounts and report, his report to contain all such details as he may deem useful for the settlement of this question, and for the determination of the amounts due.

Adjourned.

L. N. SENECA,
Secretary

* * *

CITY COUNCIL

MONTHLY MEETING OF THE MONDAY, NOVEMBER 11th 1912.

Order of the day.

1— To appoint the Acting Mayor.

REPORTS

2— BOARD OF COMMISSIONERS.—Recommending the adoption of a by-law "re" Metropolitan Park Commission. (29th October.)

ON THE TABLE.

CHIEF THE CITY ENGINEER "re" boulevard on the banks of the Aqueduct. (23rd Setember.)

3 BOARD OF COMMISSIONERS.—Concerning the establishment of a boulevard on the banks of the Aqueduct. (23rd Sept.)

4— BOARD OF COMMISSIONERS.—Anent opening of Lévesque St. (6th November.)

BY-LAWS

5— 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate moving picture halls. (19th March.) (Printed.) (Clément.)**

6— 3rd reading of a by-law "re" electric signs. (22 April.) (Printed.) (Lapointe, L. A.)*

7— 3rd reading of a by-law to suppress causes of fire. (13th May.) (Printed.) (Laointe, L. A.)

8— 3rd reading of a by-law to rovide for the care of vacant lots. (13th May.) (Printed.)* (L. A. Lapointe.)

9— 3rd reading of a by-law concerning vehicles proceeding to fires. (13th May) (Printed) (Lapointe, L. A.)

10— 3rd reading of a by-law concerning alarm signals for certain vehicles (13th May.) (Printed) (Lapointe, L. A.)

11— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 260 "re" buildings. (27th May.) (Lapointe, L. A.)*

- 10— 3^{ème} lecture d'un règlement concernant les signaux d'alarme pour certaines voitures. (13 mai.) (L. A. Lapointe.) (Imprimé.)
- 11— 1^{re}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement amendant règlement No. 260 "re" édifices. (27 mai.) (L. A. Lapointe.)*
- 12— 1^{re}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement amendant les règlements Nos. 11 et 19 concernant les édifices dans le quartier Bordeaux. (15 juillet) (Ménard.)
- 13— 1^{re}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement à l'effet d'annexer une certaine partie du quartier Ste Marie au quartier Rosemont. (16 septembre.) (Drummond.)
- 14— 3^{me} lecture d'un règlement amendant le règlement No. 447 concernant les édifices sur la rue Angers (14 août.) (Imprimé.) (Judge.)
- 15— 3^{me} lecture d'un règlement amendant les règlements Nos. 358 et 434 "re" édifices dans le quartier St. Henri. (1er Octobre.) (Létourneau.)*
- 16— 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement concernant les sifflets et les cloches des locomotives. (1er octobre.) (Lapointe, L. A.)
- 17— 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement à l'effet de permettre à l'"Electric Service Company of Canada" de vendre de l'énergie électrique (1er octobre.) (Lapointe, L. A.)
- 18— 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement amendant le règlement No. 414 "re" circulation. (9 août.) (Robinson.)
- 19— 1^{re}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement amendant le règlement No. 210 afin de permettre à la Cie des Tramways de Montréal de transporter des marchandises. (10 octobre.) (Bastien.)
- 20— 1^{re}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement abrogeant et remplaçant le règlement No. 130 concernant la fumée. (10 octobre.) (Boyd.)
- 21— 1^{re}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement prohibant la circulation de locomotives routières. (Boyd.) (29 octobre.)
- 22— 1^{re}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement "re" édifices dans le quartier Bordeaux. (Ménard.) (31 octobre.)
- NOTE.—Les items marqués ainsi: * ont été appelés et et n'ont pas été pris en délibération (* une fois; ** deux fois).
- 12— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-laws Nos. 11 and 19 concerning buildings in Bordeaux Ward. (15th July.) (Ménard.)
- 13— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to annex a certain part of St. Mary Ward to Rosemont ward. (16th September.) (Drummond.)
- 14— 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 447 "re" buildings on Angers St. (14th August.) (Printed) (Judge.)
- 15— 3rd reading of a by-law to amends by-laws Nos. 358 and 434 "re" buildings St. Henry ward. (1st October.) (Létourneau.)*
- 16— 2nd and 3rd reading of a by-law concerning locomotives whistles and bells (1st October.) (Printed) (Lapointe, L. A.)
- 17— 2nd and 3rd reading of a by-law to allow the Electric Service Company of Canada to sell power (1st October) (Lapointe, L. A.)
- 18— 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 414 "re" traffic. (9th August.) (Robinson.)
- 19— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 210 to allow the Montreal Tramways Co. to haul freight. (10th October.) (Bastien.)
- 20— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to repeal and replace by-law No. 130 "re" smoke, (14th October.) (Boyd.)
- 21— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to prohibit traction engines. (Boyd.) (29th October.)
- 22— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law "re" buildings in Bordeaux ward. (Ménard.) (31th October.)

NOTE.—Items marked thus: * were called and not proceeded with (* once, ** twice).



AVIS PUBLIC

QUARTIER ST DENIS

La charge d'échevin du quartier St. Denis étant devenue vacante par suite de la résignation de M. Ernest Tétreau, qui occupait cette charge :

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que la nomination des candidats pour remplir cette vacance aura lieu au bureau du Greffier de la Cité de Montréal, à l'Hôtel de Ville, durant les heures de bureau, entre le 11 et le 16 novembre courant, à midi.

Dans le cas où il n'y aurait qu'un seul candidat mis en nomination, ce candidat se trouvera élu "ipso facto," mais dans le cas où deux ou plusieurs candidats seraient mis en nomination, un bureau de votation sera accordé et l'élection se fera mercredi, le 27 novembre courant, entre 9 heures de l'avant midi et 7 heures de l'après midi, aux endroits qui seront désignés dans un avis subséquent.

On pourra, en s'adressant au bureau du soussigné, obtenir des blancs de bulletin de présentation, ainsi que tous les renseignements nécessaires concernant les formalités qui doivent être observées.

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel de Ville,
Montréal, 5 Novembre 1912.



PUBLIC NOTICE

ST DENIS WARD

The office of Alderman of St. Denis ward of the City having become vacant through the resignation of Mr. Ernest Tétreau, who occupied said office;

PUBLIC NOTICE is hereby given that the nomination of candidates to fill the said vacancy will be held at the City Clerk's Office, City Hall, during office hours, between the 11th and 16th November inst., at noon.

In the event of their being only one candidate nominated, he shall "ipso facto" be elected, but in the event of there being two or more candidates, a poll shall be granted, and the election shall be held on Wednesday, the 27th November inst., between the hours of 9 o'clock in the forenoon and 7 o'clock in the after-noon, at such places as will be specified in a subsequent notice.

Blank forms of nomination papers, and any information regarding the formalities which must be observed, may be obtained, on application, at the office of the undersigned.

L. O. DAVID,
City Clerk

City Clerk's Office.

City Hall,
Montreal, 5th November 1912.

